

GHANA : FICHE PAYS - NOVEMBRE 2024

Catégorie OCDE (2024) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : SD, Caa2, RD

Change : Cedi ghanéen / Régime de change flottant dirigé

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : - 15% (inconditionnel) à - 45% (conditionnel) d'ici 2030

FORCES

- Potentiel agricole (cacao), minier (or, lithium) et pétrolier
- Secteur des services dynamique
- Stabilité politique et sociale
- L'un des meilleurs niveaux de gouvernance d'Afrique sub-saharienne

FAIBLESSES

- Situation de surendettement qui a conduit à un défaut souverain en 2022
- Recettes d'exportation vulnérables aux cours des matières premières (cacao, or, pétrole)
- Pressions persistantes à la baisse du cedi face au dollar

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : Positive

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : En 2024, une légère accélération de l'activité est attendue (+3,1 % après +2,9% en 2023 selon le FMI), principalement grâce au secteur extractif (or et pétrole). La croissance devrait surtout s'intensifier en 2025 (+4,4 %), favorisée par une baisse de l'inflation favorable à la consommation. A moyen terme, la reprise des investissements et la stabilisation de l'inflation devraient soutenir la croissance.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Après la restructuration de sa dette, le Ghana a engagé une consolidation budgétaire sur la période 2024-2028 dans le cadre d'un programme FMI. Si le déficit public devrait se creuser (-4,7 % du PIB) en 2024 en raison notamment d'une hausse de la charge d'intérêt et d'un possible dérapage des dépenses dans la perspective des élections présidentielles, les mesures destinées à augmenter les recettes et une meilleure maîtrise des dépenses devraient permettre de réduire le déficit public dès 2025 (-3,7% du PIB). La restructuration de la dette devrait conduire à une modération du ratio de dette autour de 65% du PIB en 2025. La charge d'intérêt, même si prévue en baisse, devrait continuer à peser sur le budget.
- **Vulnérabilité extérieure** : L'excédent courant affiché par le pays depuis 2023 (+1,8 % du PIB), lié à la baisse des achats à l'étranger et à la suspension partielle du paiement d'intérêts dans le cadre de la restructuration de la dette extérieure, devrait se réduire dès 2025. Les pressions persistantes à la baisse sur le cours du cedi face au dollar pourraient être atténuées par le retour progressif des investissements. L'augmentation des réserves de change devraient également améliorer la capacité d'intervention de la banque centrale pour défendre le cours de sa monnaie.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Malgré la récession et la restructuration de la dette qui ont impacté la capitalisation des banques et augmenté les prêts non performants, le secteur bancaire ghanéen reste résilient. La rentabilité des banques a bénéficié de la hausse des taux d'intérêt, bien que le crédit ait ralenti. En 2024, l'assouplissement monétaire de la BOG, dans un contexte de reprise économique, devrait favoriser la reprise du crédit.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Les élections présidentielles de décembre 2024 conduiront à un changement à la tête du pays, le président Akufo-Addo n'étant pas autorisé par la constitution à briguer un 3^{ème} mandat. L'insatisfaction d'une partie de la population pourrait favoriser l'opposition, qui a récemment manifesté contre le manque de transparence du processus électoral. Les tensions sociales pourraient s'accroître à l'approche du scrutin mais ne devraient pas affecter la stabilité du Ghana.
- **Climat des affaires** : Le Ghana affiche un niveau de gouvernance parmi les plus élevés d'Afrique sub-saharienne. La finalisation du processus de restructuration de dette devrait favoriser le regain de confiance des investisseurs.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Ghana est particulièrement vulnérable aux changements climatiques qui affectent notamment son agriculture. Faible émetteur de CO2, le pays renforce toutefois son engagement envers l'Accord de Paris en augmentant le poids des énergies renouvelables dans

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Suisse	16,8%	1 Chine	18,8%
2 Afrique du Sud	11,8%	2 Royaume-Uni	7,6%
3 Chine	11,7%	3 Etats-Unis	7,0%
4 Inde	10,0%	4 Inde	5,8%
16 France	1,4%	16 France	1,6%

Source : ITC

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)

Exportations		Importations	
Métaux précieux (dont Or)	38,7%	Combustibles minéraux	19,2%
Combustibles minéraux	28,1%	Véhicules automobiles	11,2%
Cacao	14,0%	Équipements mécaniques	10,6%
Fruits	2,8%	Matières plastiques	4,6%
Matériaux miniers	1,7%	Machinerie électrique	4,5%

Source : ITC

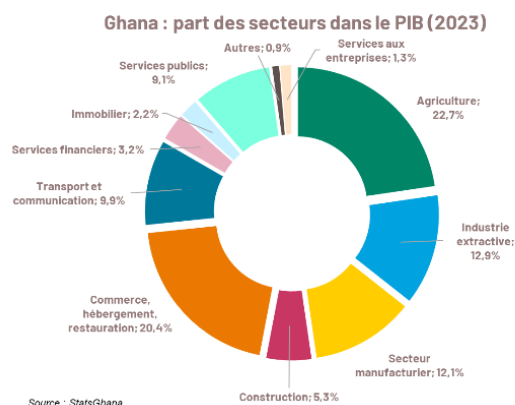


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GHANA		2020	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)		70,0	79,6	74,0	76,4	75,3	75,8
	Rang PIB mondial	74	73	80	81	84	86
Population (Mns)		30,8	31,4	32,1	32,9	33,7	34,6
	Rang Population mondiale	49	48	49	48	45	46
PIB / habitant (USD)		2 274	2 535	2 305	2 322	2 232	2 189
Croissance PIB (%)		0,5	5,1	3,8	2,9	3,1	4,4
Inflation (moyenne annuelle, %)		9,9	10,0	31,9	39,2	19,5	11,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		NA	8,1	6,3	6,0	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)***		76,7	78,0	83,5	76,2	68,2	65,5
Solde public (% PIB)		-17,4	-12,0	-11,8	-3,6	-4,7	-3,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)***		44,6	47,8	47,3	20,0	25,0	29,0
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)		-2,5%	-2,7%	-2,3%	1,8%*	2%***	0,5%***
IDE (% du PIB)**		1,9%	3,0%	2,0%	1,8%	3,0%	3,5%
Réserves (en mois d'importation B&S)		7,5	7,5	4,7	2,5	3,6	4,5
Dette extérieure totale (% PIB)		60%	57%	64%	64%	66%	56%
Dette extérieure CT (% PIB)		7,4%	6,5%	7,0%	NA	NA	NA
Taux de change		5,8	6,0	8,6	11,9	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés		19,8	19,6	16,6	13,9	NA	NA
Taux de NPL		14,8	15,1	14,8	20,6	NA	NA
ROE		21,2	20,4	14,1	31,8	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		98	102	105	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		118	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par habitant (160 pays) ^a		122	119	119	121	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		119	109	110	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO&REO 10/2024);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;***Fitch Rating solutions

^a Eurostat, ^b Notre Dame Global Adaptation Initiative, ^c Germanwatch



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Structure de l'économie

Le secteur primaire représente plus de 20% du PIB du Ghana, dominé par la culture de cacao dont le pays est le 2^{ème} producteur mondial (après la Côte d'Ivoire). Après une récolte de 654 000 t de fèves en 2022/23, les prévisions sont plus pessimistes pour la campagne 2023/24 (de l'ordre de 462 000t selon l'Organisation Internationale du Cacao, en baisse de plus de 29%) en raison notamment des conséquences de maladies affectant les cacaoyers, d'événements climatiques (El Niño) et des destructions de plantations liées à l'orpaillage illégal¹. Le gouvernement a annoncé en septembre 2024 une hausse de 45% des prix garantis pour la saison 2024-2025, pour soutenir ses producteurs. Le pays produit également du bois, de l'huile de palme et des noix de kola.

L'industrie contribue à environ un quart du PIB, répartie à parts équivalentes entre les secteurs extractif et manufacturier. Premier producteur d'or d'Afrique depuis 2018 (devant le Soudan et l'Afrique du Sud), le pays est également producteur de pétrole depuis fin 2010. Le Ghana entend également développer la production de lithium². Dans le cadre de son plan d'industrialisation "One District, One Factory" lancé en 2016, le gouvernement s'est engagé à stimuler le secteur manufacturier. En 2024, 556 projets ont été initiés dont 169 en 2023, en particulier dans le secteur agroalimentaire (plus de 30 % des nouveaux projets).

L'activité des services (commerce, transports, intermédiation financière, services publics) **représente environ 45 % du PIB**. Le secteur emploie plus de 40 % de la population active. La digitalisation est un domaine prioritaire pour le gouvernement. Le Ghana devrait procéder à l'ouverture de 3200 sites télécoms 4G d'ici 2028, portant le taux de pénétration de la 4G à 80 % (contre 15 % en 2014) et 1200 sites 5G.

• Reprise de la croissance en 2024 et 2025

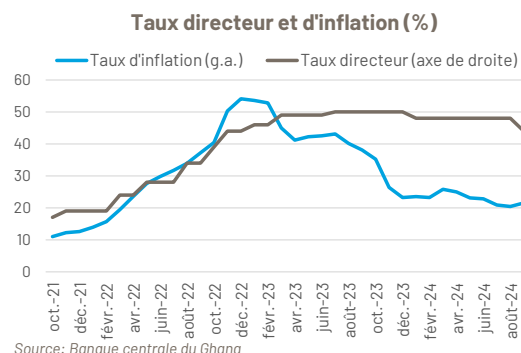
En 2023, la croissance a diminué (+2,9 % après +3,8 % en 2022) dans un contexte de forte inflation (près de +40 % en moyenne sur l'année), de taux élevés et des conséquences du défaut de l'Etat sur sa dette domestique et extérieure, ce qui a érodé le climat de confiance des investisseurs et des consommateurs, affectant la demande intérieure. **L'activité devrait être mieux orientée en 2024 et 2025**, soutenue par le secteur extractif, en particulier la production d'or mais aussi de pétrole grâce à de nouveaux forages. La baisse de l'inflation (qui atteindrait en moyenne +19,5 % en 2024 et +11,5 % en 2025 selon le FMI) devrait porter la consommation des ménages. La finalisation de la restructuration de la dette publique devrait encourager le retour des investisseurs. Les dépenses

publiques resteraient en revanche peu dynamiques compte tenu de la poursuite de l'assainissement budgétaire (cf. partie 2).

Selon les premières estimations de l'institut de statistiques locale, **la croissance au S1 2024 aurait atteint +5,8%** en g.a. (contre +2,8% sur la même période en 2023), grâce à une forte activité au T2 2024³. Le dynamisme de l'extraction minière (or et hydrocarbures) et de la construction ainsi que des exportations, a particulièrement soutenu l'économie. **Les perspectives de croissance du Ghana pour 2024 ont ainsi été révisées à la hausse** en juin par le ministère de Finances à +3,1 % (contre +2,8 % précédemment). Le FMI, dans son rapport WEO d'octobre 2024, prévoit également une croissance à +3,1 % en 2024 et anticipe une accélération à +4,4 % en 2025. BMI Fitch Solutions et l'EIU, encore plus optimistes, tablent sur une croissance comprise entre +4,0 % et +4,3 % pour 2024 et +4,5 % et +4,7 % pour 2025. Les écarts de prévision entre les différents instituts pour 2024 sont notamment liés aux scénarios retenus pour le S2 2024, fonction des hypothèses d'évolution de la consommation face à la trajectoire de l'inflation, de reprise des investissements et des exportations. Une éventuelle hausse des dépenses publiques dans la perspective des élections de décembre 2024 pourrait également soutenir la croissance, même si de manière modérée.

• Assouplissement progressif de la politique monétaire

Après une politique monétaire restrictive en 2023 pour contenir l'inflation, la Banque centrale du Ghana (BOG) a commencé à baisser son taux directeur en janvier 2024, le portant à 29 % (-100 pnb).



La poursuite de l'assouplissement monétaire en septembre 2024 (-200 pnb à 27 %) est favorable à l'investissement privé. Cependant, le regain d'inflation en septembre 2024 (21,5 %), qui s'est poursuivi en octobre (22,1 %), pourrait inciter la BOG à envisager une augmentation du taux directeur si cette tendance persiste.

¹ [L'activité minière illégale entraîne la déforestation pour faciliter l'accès aux ressources en or.](#)

² <https://www.agenceecofin.com/premiere-mine-de-lithium>.

³ +6,9 % en g.a. au T2 2024 (après +4,8% an g.a. au T1 2024) et +1,6% en t/t au T2 (après +1,2% en t/t au T1).



- **Perspectives de croissance favorables à moyen terme**

À moyen terme, le Ghana devrait maintenir une croissance de l'ordre de **+4,8 %** en moyenne annuelle sur la période 2025-2028, selon le FMI. Cette croissance serait soutenue par des projets dans le secteur extractif (pétrole, or, lithium) et une inflation maîtrisée, autour de 8 %, dans la fourchette cible de la Banque centrale (6-10 %), favorisant ainsi la consommation privée. Les investissements, y compris étrangers, bénéficieraient de l'assouplissement de la politique monétaire et d'un regain d'attractivité après la restructuration de la dette.

- **Le secteur bancaire demeure globalement résilient**

Le secteur bancaire ghanéen a résisté en 2023 face au ralentissement économique et à la mise en place du programme d'échange de la dette intérieure (DDEP) par le gouvernement, dans le cadre de la restructuration de sa dette domestique. La hausse des taux d'intérêt⁴ a renforcé la rentabilité des banques, poussant le ROE de 14,1 % en 2022 à 34,2 % en 2023, mais a simultanément restreint le crédit en renchérissant les coûts d'emprunt.

Malgré une **hausse du taux de prêts non performants** dans un contexte économique dégradé et une **diminution du ratio de fonds propres sur actifs pondérés** en 2023 (13,9%, supérieur cependant au minimum réglementaire de 10%), les bilans des banques se sont progressivement améliorés en 2024, grâce à des injections de capital (bons du trésor et opérations d'*open market*). La restructuration de la dette publique a en outre réduit leur exposition au risque souverain.

Enfin, la reprise économique prévue pour 2024-25, combinée à la baisse des taux d'intérêt, devrait favoriser un rebond du crédit bancaire. En parallèle, l'introduction d'une nouvelle pièce en or⁵, indexée sur le cours mondial et distribuée par les banques commerciales doit permettre d'absorber l'excès de liquidités, renforçant ainsi la stabilité monétaire.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Retour à la discipline budgétaire**

Après la restructuration de sa dette domestique et extérieure en 2023-24, le gouvernement ghanéen devrait poursuivre sa stratégie de consolidation budgétaire sur la période 2024-2028, conformément aux recommandations du programme conclu avec le FMI. Des mesures visant à augmenter les recettes publiques ont déjà été mises en place (dont la suppression de certaines exonérations de TVA dès 2018) et devraient être complétées (hausse des droits d'accise, nouvelles taxes, dont une taxe verte).

Ajouté à la hausse des recettes, le ralentissement des dépenses pourrait permettre au Ghana d'enregistrer un excédent primaire (hors charges d'intérêt) dès 2024, estimé à +0,5 % du PIB par le gouvernement. Toutefois, la charge d'intérêts, qui avait nettement baissé en 2023 (à 3,2% du PIB contre 7,4% en 2022) avec la restructuration de la dette domestique, combinée à la suspension partielle du service de la dette externe, devrait progresser en 2024 (à 4,2 % du PIB) et 2025 (4,7 %) selon Fitch Ratings. Le solde budgétaire devrait ainsi se creuser en 2024 à -4,7 % du PIB. La dégradation pourrait être plus marquée en cas de dérapage budgétaire dans la perspective des élections présidentielles de décembre 2024. Le gouvernement a par exemple dû renoncer courant 2024 à une hausse de la TVA (15 %) sur l'électricité résidentielle face au mécontentement de la population.

La détermination des autorités locales à respecter le programme d'ajustement du FMI devrait cependant conduire à une amélioration du solde public en 2025 (-3,7% du PIB).

- **Restructuration de la dette publique après le défaut**

Depuis les années 2010, la dette publique ghanéenne a fortement progressé, sous l'effet conjugué de la hausse du déficit public (restructuration du secteur bancaire⁶, crise sanitaire, ralentissement économique en 2022-2023) et de la dépréciation du cedi, près de la moitié de la dette publique étant libellée en devises étrangères. Le ratio d'endettement public a été multiplié par près de 2,5 entre 2012 (35,3 % du PIB) et 2022 (83,5 % du PIB).

L'exclusion du Ghana des marchés financiers internationaux fin 2021, liée à la perte de confiance des investisseurs étrangers, a contraint le gouvernement à se financer sur son marché domestique (bons du trésor). Dans un contexte de taux élevés, ce recours au marché local a fortement accru le service de la dette. En décembre 2022, l'Etat ghanéen s'est déclaré en défaut sur sa dette publique (domestique et externe)⁷. La restructuration de sa dette domestique (47 % du total), a été finalisée en septembre 2023 et celle de sa dette externe fin 2024 (cf. partie 3).

Selon Fitch ratings, le ratio d'endettement devrait baisser autour de 65% du PIB en 2026. Le ratio de la charge d'intérêts/ revenus, qui avait atteint 47% en 2022, avant le défaut, serait ramené à 25% en 2024 mais progresserait à nouveau à 30% en 2026.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Dégradation du déficit courant à court et moyen terme**

⁴ Liée à la politique monétaire restrictive de la BOG pour lutter contre l'inflation.

⁵ Pourquoi le Ghana réduit son taux directeur et lance une pièce en or.

⁶ A la suite d'un audit qui avait révélé en 2017 une sous-capitalisation de certaines banques.

⁷ Non-paiement d'une euro-obligation de 40,6 M\$.



Les exportations ghanéennes sont composées quasi exclusivement de produits primaires : or (près de 40 % du total), hydrocarbures (environ 30 %) et cacao (de l'ordre de 15 %). La diversification insuffisante de la base d'exportation rend le pays très vulnérable à l'évolution des prix mondiaux de ces matières.

En 2023, le solde courant s'est amélioré (+1,8 % après -2,3 % en 2022) principalement grâce à la suspension des paiements sur sa dette extérieure (effective jusqu'en 2026). En 2024, le pays bénéficie de la hausse de la production et des prix de l'or. La baisse de 55 % de la production de cacao attendue en 2024⁸, devrait être compensée par une hausse de 45 % des prix du cacao sur la période 2024-2025, ainsi que par de nouveaux projets pétroliers (3 nouveaux puits dans le champ pétrolier de Jubilee). **Le Ghana devrait ainsi enregistrer un excédent courant de +2,0 % du PIB en 2024**, selon BMI Fitch Solutions.

En 2025, les exportations seraient stimulées par de nouveaux projets aurifères (expansion de la mine d'or de Bibiani, mise en service de celle de Ahafo North) puis l'exploitation du lithium. L'excédent courant se réduirait pourtant à +0,5 % du PIB selon Fitch Solutions, avec l'augmentation des importations, liée à l'augmentation de la demande intérieure. **En 2026**, le lancement du champ pétrolier de Pecan devrait soutenir les exportations, mais la reprise des paiements du service de la dette extérieure provoquerait un **retour au déficit courant** (-1,6 % du PIB selon BMI Fitch Solutions).

• Restructuration de la dette externe

Le Ghana, après avoir suspendu les paiements au titre de sa dette externe en décembre 2022, a demandé, début 2023, à bénéficier du Cadre commun du G20 pour restructurer cette dette. Il était alors le 4^{ème} pays à faire appel à ce cadre, après le Tchad, la Zambie et l'Éthiopie. Après plusieurs mois de négociation, le Ghana a conclu, en juin 2024 :

- (i) un accord avec le comité officiel des créanciers (OCC), portant sur la restructuration de sa dette officielle (5,4 Md\$), lui permettant d'économiser près de 2,8 Md\$ au titre du service de la dette.
- (ii) un accord avec un comité ad-hoc de créanciers privés détenant 40% des euro-obligations en circulation (13 Md\$) qui a permis une annulation de dette de 4,7 Md\$⁹ et un allègement du service 4,4 Md\$.

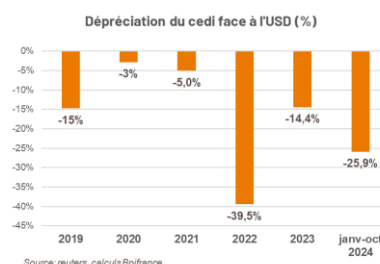
Le programme conclu avec le FMI dès mai 2023 (3 Md\$ au titre de la Facilité élargie de crédit -FEC) a

contribué à renforcer la confiance des créanciers et favorisé la relative rapidité du processus¹⁰.

En octobre 2024, le Ghana a finalisé l'échange de titres avec les détenteurs privés d'euro-obligations. Reste à trouver un accord avec ses créanciers privés non obligataires pour achever la restructuration de sa dette externe.

Le rendement des titres souverains, qui a culminé à 51 % en novembre 2022 était inférieur à 27 % fin octobre 2024, témoignant une atténuation du risque perçue par les investisseurs.

• Pressions persistantes à la baisse sur le cours du cedi mais hausse des réserves



Le Cedi (GHS) n'a cessé de perdre de la valeur face au dollar depuis plusieurs années et s'est encore déprécié de près de -26 % entre janvier et octobre 2024. L'assouplissement de la politique monétaire de la BOG et la possible détérioration (même modeste) du solde courant à partir de 2026, pourraient continuer à exercer une pression à la baisse sur le cedi. Ces pressions devraient cependant progressivement s'atténuer avec le regain de confiance des investisseurs.

La BOG devrait en outre disposer de davantage de réserves (estimées à 6,8 Md\$ en juin 2024, soit environ 3,1 mois d'importations, contre 5,8 Md\$ un an plus tôt), pour défendre le cedi. En décembre 2024, le Ghana devrait en effet percevoir le 3^{ème} versement (360 M\$) au titre de son accord FMI. Par ailleurs, le pays a pleinement bénéficié de la hausse des cours de l'or pour son programme « or contre pétrole »¹¹ (lancé en 2021) qui lui permet d'échanger ses réserves d'or contre du pétrole pour diminuer l'utilisation de ses réserves de devises.

4. ASPECTS POLITIQUES.

• Stabilité politique malgré l'alternance attendue fin 2024

Les élections présidentielles sont prévues en décembre 2024. Treize candidats sont en lice pour

⁸ Selon le Cocobod, organisme public de commercialisation du cacao.

⁹ Soit une décote de la dette de 37 %

¹⁰ Accord obtenu en moins de 15 mois contre plus de 20 mois pour le Tchad et des négociations toujours en cours pour la Zambie et l'Éthiopie qui ont fait appel au cadre commun en 2021.



succéder au président sortant Nana Akufo-Addo qui dirige le pays depuis 2016 et n'est pas autorisé par la Constitution à se représenter pour un 3^{ème} mandat. Les sondages anticipent une victoire du candidat de l'opposition, l'ancien président John Mahama du NDC (National Democratic Congress) contre l'actuel vice-président, Mahamudu Bawumia, représentant du NPP (New Patriotic Party).

Le mécontentement d'une partie de la population, notamment les plus jeunes, a en effet progressé face à la détérioration de la situation économique (inflation, manque d'opportunités d'emploi). Les tensions sont exacerbées par un projet de loi anti LGBT+, voté par le Parlement mais non promulgué, qui divise les Ghanéens. Par ailleurs, le NDC a organisé des manifestations en septembre 2024 après le rejet, par la commission électorale, d'un audit indépendant dénonçant des irrégularités sur les listes électorales. Sous réserve de l'absence de dégradation majeure de la situation, la stabilité politique du Ghana ne devrait pas être compromise par les élections.

La situation sécuritaire se dégrade au nord-est du pays, théâtre de conflits interethniques récurrents, entre Mamprusi et Kusasi. Un couvre-feu a été décrété dans la région fin octobre 2024. En 2023, l'ONU, avait pointé les risques de radicalisation terroriste dans cette région proche du Burkina Faso.

- **De bonnes performances en matière de gouvernance**

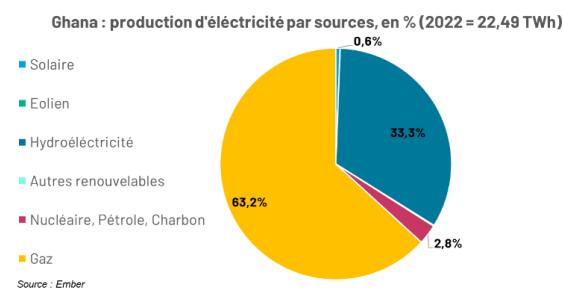
Le Ghana est l'un des pays d'Afrique sub-saharienne les mieux classés selon l'indice de gouvernance de la Banque mondiale, notamment en termes de liberté politique et de respect des lois. Le pays se classe au 70^{ème} rang de l'indice de perception de la corruption 2023 de Transparency International (75^{ème} en 2020). En juin 2021, le Ghana a été retiré de la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI) grâce aux efforts

réalisés dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Ghana présente un niveau élevé de vulnérabilité aux risques physiques liés au changement climatique (110^{ème} sur 185 pays selon l'indicateur de vulnérabilité ND Gain, en 2022), en particulier à cause des variations de températures et de précipitations erratiques qui affectent l'agriculture (notamment récoltes de cacao) et le tourisme.

Le Ghana affiche un niveau d'émissions de CO2 relativement faible (121^{ème} sur 160 pays en termes d'émissions par habitant en 2023), grâce à une part importante d'énergies renouvelables, notamment hydroélectrique (plus d'un tiers de la production électrique en 2022). Dans le cadre de l'Accord de Paris, le Ghana s'est engagé à réduire ses émissions de manière inconditionnelle de 15% d'ici 2030 et jusqu'à 45% sous réserve de financements. Dans cette optique, le Ghana développe les sources d'énergies renouvelables, notamment solaire (projet portant sur huit centrales).



En octobre 2024, le Ghana a obtenu un financement de la Banque mondiale (prêt de 250 Md\$ et subvention de 10 Md\$), dans le cadre du Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP), pour renforcer la collecte et la distribution d'énergie.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Clémence Goullet	<i>Economiste Stagiaire</i>	clemence.goullet@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.